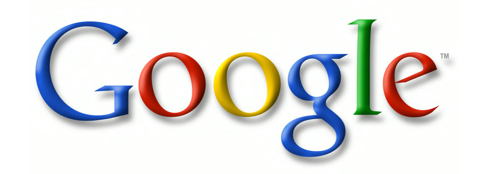










LES LÉZARDES
SUR
LA MAISON

MAURICE BARRÈS

LES LÉZARDES
SUR
La Maison

TROISIÈME ÉDITION

PARIS

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉDITION

E. SANSOT et Cie

53, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 53

1904

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

Douze exemplaires sur Japon, numérotés de 1 à 12.

Douze exemplaire sur Chine, numérotés de 13 à 24.

Vingt-cinq exemplaires sur Hollande, nurotés de 25 à 49.

Quand M. Sansot-Orland nous a offert de conserver dans une suite de petits volumes des pages que pour divers motifs nous écartions de notre œuvre, quelques amis nous ont marqué leur désir de retrouver dans cette collection certains articles sur le danger que le gouvernement d'un parti fait courir à l'unité nationale.

Nous avons publié dans la « Patrie » : *Un Cri d'alarme* (18 Juillet 1902); *Dis-*

solution de *Communauté* (25 Juillet 1902) *Les Mauvais Gérants* (1er Août 1902); *Les Belles Tiges provinciales* (5 Septembre 1902); *La Solution est à Paris* (12 Septembre 1902); *Des Droits mais aussi des Devoirs* (26 Septembre 1902); *La Sagesse de l'Est* (10 Octobre 1902); *L'A, B, C* (28 Novembre 1902). Puis dans le Gaulois : *Les Lézardes sur la Maison* (14 Juin 1903); *La Prépondérance des Méridionaux* (29 Juin 1903); *Il y a plusieurs Frances* (19 Juillet 1903); *La Folie du Suicide* (12 Janvier 1904); *Le Sentiment de l'Honneur fait l'Unité nationale* (21 Janvier 1904).

On excusera cette longue bibliographie. C'est pour faire entendre l'extrême difficulté qu'il y a de réunir des articles. Dans les journaux, on se répète indéfiniment. Ne faut-il pas frapper mille fois sur la tête du même clou? Mais quel embarras si l'on veut mettre bout à bout des arguments repris à satiété pendant deux ans sous des formes diverses!

En réalité, avec ces matériaux il y aurait un livre utile et d'ailleurs facile à écrire.

Dans un chapitre premier on constaterait qu'il y a des lézardes sur la maison par la faute de nos mauvais gérants (qui sont, à voir clair, le groupe de la *Dépêche*).

Dans un chapitre II, on chercherait à établir que la prépondérance des méridionaux est détestable. Si une république peut vivre dans notre vieille France qu'a créée la monarchie, c'est par cette sorte d'esprit public que produisent le Nord de la France et notamment l'Alsace. (Indiquer la facilité avec laquelle le Midi prend son parti de la perte de l'Alsace-Lorraine ; il se sent plus léger, privé de contre-poids).

Enfin un troisième chapitre démontrerait que dans l'état des choses et quand nous allons, par suite de manières de sentir et de penser si différentes, vers une dislocation, la sagesse serait de respecter les intérêts de chaque région et de les faire régler par des assemblées régionales (après avoir sauvegardé toutefois les intérêts généraux qui doivent demeurer le domaine du pouvoir central).

Il y a plusieurs causes pour que je n'essaye pas ce livre. Nos idées sur la décentralisation et le régionalisme sont éparses dans le *Roman de l'Energie nationale* et dans les *Scènes et Doctrines du Nationalisme*. Nous avons commencé une suite d'ouvrages *Les Bastions de l'Est* dont le premier épisode *Au service de l'Allemagne* va paraître incessamment. Mieux que nous ne ferions par une suite d'affirmations abstraites nous espérons y faire voir, dans une suite de petits faits choisis et raisonnés, les droits et les devoirs de nos magnifiques populations des marches de l'Est.

Aujourd'hui, en somme, dans cette esquisse, nous nous bornons à dévoiler (comme pour prendre date) un péril national, les lézardes sur la façade, et nous désignons les catégories de faits qui expliquent l'irritation de la Lorraine.

Ces faits lorrains correspondent à quelque chose de plus large que les intérêts et le sentiment d'une seule province. Jules Lemaitre a fait approuver certaines de nos conclusions par les Normands de Caen (au début de l'hiver de 1903).

CHAPITRE PREMIER

LES LÉZARDES SUR LA MAISON

Il faudrait faire attention. Voulez-vous savoir comment les pays finissent? Regardez autour de vous, vous apercevrez les symptômes d'une rupture de l'unité nationale.

Il y a des lézardes sur la maison. Elles ne font que s'étendre et s'élargir. Elles dessinent sur notre pauvre pays des divisions qui correspondent assez exactement aux régions que César trouva





LES LÉZARDES

SUR

LA MAISON

cerveau chef et par mille parasites venus de l'étranger...

L'autre jour, (en juin 1903) devant le tribunal correctionnel de Nancy, le Père Tailleur (des Rédemptoristes de Saint-Nicolas) était poursuivi pour n'avoir pas obéi à la notification de dispersion. Avec une grande force, mais avec une sage mesure, au cours de sa défense, il prononça des paroles pleines et comptées :

« Rester chez nous, nous le devions à notre chère Lorraine. N'a-t-elle pas, par le vote de ses députés, demandé la conservation de ses religieux ? Treize députés sur dix-sept ont voté en leur faveur ; trois se sont abstenus, un seul a voté contre. Le Conseil municipal de Saint-Nicolas a émis à l'unanimité un avis favorable à notre demande d'autorisation. La population a manifesté hautement sa volonté formelle de garder ses religieux. En nous chassant de la Lorraine, *la France voudrait-elle aller contre le sentiment presque unanime d'une province* qui lui est si dévouée ?... »

Entendez-vous l'accent ? Il est irréprochable, et pourtant le cœur se serre, car une opposition, un conflit sont marqués entre les *droits* de la Lorraine et les *forces* de la France. Cela s'accentue dans un petit discours de grand effet que vient d'adresser à Mgr de Nancy le maire d'Arracourt, chef-lieu de canton sur la frontière :

« ... Si un jour la Lorraine et l'Alsace doivent s'unir de nouveau et posséder l'autonomie de leurs races, c'est vous, nous l'espérons bien, qui resterez l'évêque du pays lorrain définitivement pacifié, *libre de conserver ses coutumes* et sa religion, *tel en un mot que nos pères l'avaient voulu quand ils se sont ralliés à la France.* »

De toutes parts, de Normandie, du Nord, de Savoie, nous constatons le même frémissement d'hommes libres qui ne veulent point d'associés devenir esclaves. De Bretagne, toutefois, par le journal la *Résistance* de Morlaix, on entend une voix plus âpre où ce mal nouveau de la France prend un accent farouche :

« ... Il n'est pas possible de nous haïr plus que nous haïssent les Français du Midi. Les menaces adressées aux Bretons par les Français font bouillir le sang dans les veines. Plusieurs, en Bretagne, sont prêts à s'insurger comme au temps passé. Soyons donc défiants à l'égard des traîtres, et unissons nos cœurs et nos esprits en vrais et loyaux Bretons qui n'ont jamais été les esclaves des Français. » (Traduit par le journal *Le Matin* du 10 juin).

Des actionnaires croient que leur Société — ici, c'est la patrie — est gérée, non pour le bien de l'affaire, mais à leur détriment et selon l'esprit particulier d'un syndicat. Ils pensent naturellement à une liquidation.

Il fallait d'abord que j'eusse — et je m'en félicite — assez de courage intellectuel pour constater (bien qu'il m'en coûtât) qu'en France il y a des lézardes.

Combien de fois, sous combien de formes faudra-t-il frapper les cervelles

politiciennes avec ce faible cri d'une Cassandre sans emploi ?

Hypocrites contradicteurs, quand je constate ce qui est, n'affectez pas de supposer que je prends mon parti de notre cœur ainsi divisé et de nos membres tirés à quatre chevaux. Mais que sert de vanter (selon le parti où l'on s'enrégimente) ce qui subsiste de compétence et de tradition dans les bureaux, ce qui se gaspille de générosité et de talent littéraire dans l'opposition, ce qui éclate de génie électoral chez nos maîtres? Pourquoi servir un des partis, quand on n'aspire qu'à servir la France ? Je voudrais être un pur témoin. « Tiens, me dis-je, voilà que ça craque !... Quel malheur, c'est ma maison, ma ville, ma patrie, ma vie.... »

CHAPITRE II

LA PRÉPONDÉRANCE DES MÉRIDIONAUX

Voici donc, que sur la construction politique française, la Loire apparaît comme une profonde fissure. La vieille Gaule Belgique, la Celtique aussi, c'est-à-dire la France au nord de la Loire sont menées et brimées par l'Aquitaine et la Narbonnaise.

Ces vieilles nations qui composèrent la France, tout au fond elles subsistent, demeurent pareilles à travers

les siècles. Voulez-vous que nous les désignions par des mots du jour? Eh bien, je vous dirai que c'est le groupe des députés de la *Dépêche*, qui constitue le Gouvernement, et j'ajouterai que la France du Nord ne peut pas vivre gérée par ce syndicat despotique (1). Contre cette prépotence méridionale il y a des objections, non seulement lorraines, normandes, bretonnes, flamandes, mais *françaises*. Cette rupture de l'équilibre rompt l'unité nationale. On commence à demander une dissolution de communauté.

Quelle horreur! De toutes parts, l'on m'écrit : « Vous avez vu juste, vous n'avez fait qu'atténuer. » Et l'on me cite de mémoire un article de la *Dépêche* qui nous réplique : « Les sentiments séparatistes que la Bretagne ou la Lorraine manifestent sur la question militaire ou religieuse, le Midi les manifesterait, à l'occasion, s'il fallait revenir au sabre ou au goupillon. »

(1) Voir les notes à la fin du volume.

Je retourne, pour mieux éclairer la question, sur le terrain qui m'est familier, là-bas, près de la frontière.

Il n'y a guère plus d'un siècle que nous autres Lorrains nous avons dû renoncer à notre autonomie. Notre duché de Lorraine a versé toutes ses richesses dans le patrimoine des Français. Notre petite nationalité politique s'est confondue dans une plus large nationalité. C'est la force qui nous y contraignit. Nous ne sommes pas entrés dans la patrie française parce que c'était notre goût, mais nous étions piétinés tantôt par la France, tantôt par l'Allemagne; notre maison ducale, inférieure en intelligence politique aux capétiens, manquait à nous défendre; aprés les atrocités dont nous avaient accablés les Français, il nous fallait de l'ordre et de la paix.

Certes, cette grande France avec sa gloire et la séduction de ses mœurs nous a vite mêlés à ses meilleurs fils. En pénétrant dans la famille, nous apportâmes de magnifiques cadeaux : nous avons ajouté à l'art français Callot et

Claude Gellée, qui nous appartenaient ; nous avons fourni Victor Hugo, que nous venions de préparer, et cinquante maréchaux ou grands chefs militaires. Notre province a été heureuse de faire, plus qu'aucune province, des sacrifices dans les armées de la France. Aujourd'hui encore, c'est au milieu de nos populations de l'Est et avec nos réservistes lorrains que se forment les meilleurs régiments.

Aux dernières élections (de 1902), l'accord est apparu de notre esprit politique lorrain avec l'esprit politique de Paris. D'ailleurs par le *Temps*, qui est à peu prés un journal de l'Est, par les Ferry et les Méline, n'est-ce pas nous qui avons beaucoup contribué à former la tradition et l'esprit politique de cette troisième république ?

Je ne multiplierai pas les preuves d'un fait évident : l'unité franco-lorraine est réalisée. Mais il n'empêche que, pour comprendre dans quelles conditions peut durer cette entente, l'historien et le philosophe doivent toujours revenir au principe de notre annexion :

Nous sommes venus à la France comme à la force,. Nous avions besoin de sécurité. Insultés et ruinés à l'est et à l'ouest, désolés par l'instabilité, nous sommes allés à ce qui dure. J'abandonne ma chère, ma noble indépendance ; assure, du moins, mon existence.

Or, la pauvre France, ayant dû, il y a trente-trois ans, livrer une partie de notre Lorraine à l'Allemagne, voici qu'aujourd'hui l'idée de revanche est rejetée, comme une sottise et comme un crime, par les plus autorisés porte-paroles du régime dans les assemblées politiques,dans la presse et dans l'Université.

Bien plus, loin de songer à récupérer les territoires perdus, nos gouvernants mettent leur générosité et leur raison à désarmer, en sorte que les Lorrains, non encore annexés, peuvent s'attendre à devenir Allemands, s'il plaît à l'Allemagne.

Nos frères annexés, les Lorrains, et les Alsaciens, quand ils demeurent quand même fidèles à la France et

qu'ils désertent l'Allemagne pour s'engager dans nos régiments, sont mis indignement — en dépit de la loi Keller — dans la légion étrangère et souvent sous la coupe d'Allemands.

Et cependant un gouvernement qui est mené par une majorité méridionale dilapide les finances de la France, où notre contribution est supérieure à celle des provinces gouvernantes, et ces méridionaux prétendent nous imposer leurs conceptions antireligieuses qui, à bien voir les choses sous les mots, sont des conceptions fanatiques, intolérantes, bassement religieuses.....

Dans l'été de 1902, les Vosgiens de la Bresse, de Bains et de plusieurs villages industriels ont sonné le tocsin, pris des fourches, se sont groupés autour des Sœurs. L'audace de ces rustiques méritait qu'on y réfléchît. Elle fit tout simplement lever les épaules aux beaux messieurs du ministère. Hier encore, (Juin 1903) le tribunal de Nancy infligeait des huit et dix mois de prison — quelle honte pour le juge, quel honneur pour le condamné ! — aux paysans de

la plaine de Sion, coupables d'un mouvement d'enthousiasme pour le lieu saint de la Lorraine. Lieu saint, je veux dire hautement vénérable par la masse des souvenirs historiques qui, depuis dix-huit siècles, s'amassent sur cette colline et dans la conscience lorraine. Là-dessus, les gens du Midi s'écrient : « Vilains, petites gens de l'Est, nous vous civiliserons malgré vous. » M. Jules Véran, de Montpellier, a trouvé le mot qui fait éclair jusque dans le lointain passé. Il nous répond sous ce titre : *La Revanche des Albigeois.*

Est-ce à dire que les Lorrains veulent la guerre ? Ils seraient les premiers à en souffrir et plus rudement que les gens de l'Aquitaine ou de la Narbonnaise, mais ils la prévoient et supplient qu'on leur donne toute les chances favorables.

Est-à dire que les Lorrains prétendent subordonner aucune parcelle du pouvoir civil au pouvoir ecclésiastique? En vérité, il s'agit bien, dans les ateliers vosgiens et sur le plateau de Sion, de

ces savantes querelles! Tout simplement, bien que nous soyons entrés comme des vaincus dans la patrie française, il y a cent trente ans, nous prétendons y être traités comme des hommes libres.

Des hommes libres en face de l'Allemagne : donc il nous faut une armée.

Des hommes libres, sur notre sol, tant que nous respectons les intérêts de la France : donc, nous supportons mal qu'on vienne molester des braves et vénérables filles plébéiennes, des paysannes de chez nous, au demeurant, que nous sommes habitués à voir circuler paisiblement en cornettes dans les villes et les villages, où elles ne représentent rien que de noble.

Comment! des ordres de Paris, rédigés par des volontés méridionales, prétendent diminuer notre sublime paysage historique de Sion-Vaudémont — intervenir sur la côte du Bois-Chenu, où nous honorons Jeanne d'Arc, qui partit de chez nous pour sauver la France — fermer la chapelle, enfin, où le génie de Ligier Richier éclate avec ses puis-

sances intactes auprès de la poussière des ducs, chefs jadis de notre nationalité !

Ce n'est point la peine de vivre, s'il faut subir des humiliations!

Toutes les belles phrases chantantes des Jaurès et de ces étonnants ténors que produit avec surabondance le glorieux sol de Toulouse — mais oui, glorieux! je ne m'en dédis pas : elle est si belle, dans toutes ses parties, cette France si mal gerée! — ne nous feront point accepter de telles indignités. L'élégant homme du Sud, l'Aquitain, dédaigne, veut mettre sous le joug le rude homme du Nord, le Lorrain, le Flamand, le Breton. Par dessus la Loire deux Frances irritées se regardent. Qu'y a-t-il désormais de commun entre nous? Nos intérêts? Vous les sacrifiez. Nos vénérations instinctives? Vous les bafouez. Notre titre de Français? Mais si nous mettons sous le mot France des conceptions opposées? Si nous arrivons

à sentir qu'une terre et des morts tout différents nous portent?

C'est ici que je me retourne, l'accusation aux lèvres, contre les mauvais gérants de la France. La connaissance des variétés provinciales devrait être au centre de la science d'un homme d'État français, comme le respect des caractères régionaux devrait faire l'essentiel de ses préoccupations.

Le crime de la République contre la France, ç'aura été de laisser réapparaître à la surface ces antiques oppositions naturelles, ou plutôt — n'ayant point une raison à placer au-dessus d'elles toutes qui les départageât — de ne pas leur avoir laissé un jeu normal par des libertés régionales.

L'Aquitaine et la Narbonnaise, les pays au sud de la Loire mènent notre République. A quoi la mènent-elles? Au démembrement.

CHAPITRE III

NOUS VOULONS MAINTENIR LE CONTRAT FRANCO-LORRAIN

Le journal *Le Rappel* se dresse devant moi et me jette un cri de : « Vive la République une et indivisible! ». Ah! malheur! quel vieil accent romantique! On reconnait le geste et le ton. C'est de cette manière que ce pauvre bêta de Floquet lançait son : « Vive la Pologne, monsieur! »

Je ne veux pas perdre mon temps ni gâter ma cervelle en raisonnant, comme

on fait au théâtre, par apostrophes sublimes. Des faits, voilà notre méthode de discussion à nous autres, gens de l'Est, quand nous gardons la discipline de nos morts et de notre terre.

Vous parlez de République *indivisible*. Mais c'est nous qui la voulons telle; c'est nous qui ne prenons pas notre parti de l'Alsace-Lorraine séparée de la France, tandis que vous applaudissez Jaurès et après ce désarmement moral réclamez un désarmement positif.

Vous parlez de République *une*. Je vous juge sur vos actes. Vous vous employez frénétiquement à couper en deux la nation; vous vous servez du pouvoir non pour chercher le bien public, mais pour engraisser un parti.

J'ai poussé un cri d'alarme. J'ai dénoncé les symptômes d'une rupture de l'unité nationale. Je m'effraye d'avoir vu si juste. Cent lettres que je reçois me laissent soupçonner l'irritation de toute une province, me donnent d'étranges lumières sur l'étendue du mal, sur les profondeurs des cavernes chez le malade que nous auscultons.

La Lorraine.....

(Mais ici je prie les lecteurs qu'ils m'excusent si je reviens toujours sur le même terrain. Plutôt que des raisonnements, nos lecteurs veulent des faits J'apporte le fait lorrain pour mieux servir notre connaissance de la crise française).

Les gens du duché de Lorraine, il y a un peu plus de cent ans, ont dû renoncer à leur autonomie. Étant les plus faibles, cédant à la force, ils devinrent français. Ils s'en plaignaient fort au début. Quand on est gens de cœur, on ne renonce pas aisément à ses coutumes, à ses libertés, à sa libre gestion. Mais, d'autre part, qui demeurerait insensible aux grâces et aux puissances de la patrie française? Elle nous conquit l'âme plus rapidement qu'elle n'avait conquis notre sol. Elle nous avait pillés, affamés, décimés; elle nous combla de gloire et de bien-être. Vive la France!

Certes, pas un de nous ne proteste contre les cent trente années que nous venons de passer confondus dans les destinées Françaises. Nous nous y

sentîmes chez nous. Mais depuis plusieurs années, la maison commune n'est plus reconnaissable. Est-ce la perte d'un gros morceau lorrain, de l'Alsace? L'équilibre est rompu. A la place d'une France raisonnable et glorieuse qui joignait à des manières chevaleresques, un solide bon sens, voici que chaque jour prédomine davantage l'esprit de système. Je vois une France qui n'a plus de mouvements réglés d'ensemble, mais des saccades des velléités partielles, des mouvements fragmentaires.

On nous ruine et on nous livre à l'ennemi. On déclare très haut qu'on rejette Metz et Strasbourg, gages qu'on avait sacrifiés pour dégager la France, mais en jurant, les larmes aux yeux, qu'on irait un jour les reprendre. Faites attention : c'est perdre l'honneur ! Et perdre l'honneur français, on le verrait trop vite. c'est rompre l'unité française.

A ne consulter que nos intérêts, nous demanderions la dissolution de la communauté. Mais il y a notre cœur qui se

souvient de cent trente années d'étroite intimité : nous nous bornons à réclamer de toute notre énergie le respect des droits des contractants, l'exécution du contrat franco-lorrain.

CHAPITRE IV

IL Y A PLUSIEURS FRANCES

Je sais bien ce qu'ont de délicat les constatations que je soumets au public. Il faut craindre de surexciter les mécontentements locaux en les analysant. C'est une faute où ne voudrait pas tomber un patriote qui prêche le souci de l'intérêt général négligé par une coterie. Mais, précisément, si nous détestons la guerre civile, il faut pousser le cri d'alarme. Je dénonce qu'on démembre

la France, et par là je sers mieux que par un stérile « Vive la France ! » Je ne suis d'aucun parti, mais un homme qui veut voir clair. Un jour que j'assistais à une conférence de Bonvalot présidée par Lavisse, j'entendis avec étonnement celui-ci que j'aime et admire, déclarer : « Il y en a qui disent que la France est en décadence.... » puis s'arrêter, frapper sur la table et s'écrier : « je leur ferai rentrer leur mensonge dans la bouche » Lavisse, ce jour-là, ne m'a point enchanté. Nous n'enfermerons point dans un cabinet clos notre opinion sur les faits. M. Taine disait : « J'ai ausculté la France, j'ai exploré ses cavernes, je n'ai point osé dire la profondeur du mal. » Et moi, j'ose rapporter le terrible cri que jetaient, en juin 1903 les cultivateurs lorrains traqués, pressés contre les murs de Sion par les charges furieuses de la gendarmerie : « Ah ! les cochons ! disaient-ils ; les Prussiens nous traiteraient moins mal que vous ne faites ! »

Nous éprouvons devant de tels mots un sentiment d'horreur. D'horreur contre qui ? Contre ceux qui mènent la France à sa dislocation.

Je répète, dussé-je offenser des optimistes béats, que sous l'administration, sous la croûte superficielle des fonctionnaires, sous une apparente uniformité, il y a en France des pays divers et qui peuvent se diviser aussi bien qu'ils se sont unis. Il y a des Frances comme il y a des Italies, des Espagnes, des Allemagnes. Je connais un peu la Catalogne espagnole ; j'ai causé à Barcelonne avec les directeurs du grand mouvement autonomiste qui trouble et vivifie cette belle province. Dans l'état des choses, la situation me semble infiniment moins aigüe en Lorraine. Ce sont même deux situations qu'il ne faut pas comparer. Pourtant le propre d'un homme politique est de prévoir. Nous sommes cimentés depuis un long temps, dira-t-on. Eh bien ! il faut ménager les vieux édifices.

Nous avons des gérants qui n'écoutent que leur passions, Ils croient servir la

République. Soit! je ne mêle pas les problèmes, je n'essayerai pas de redresser des sectaires. Mais je leur dis qu'il est des moments où il faut subordonner ses sentiments à sa raison et qu'à suivre leurs instincts méridionaux, à vouloir violenter les maniéres de voir et de sentir que nous avons dans l'Est et dans le Nord, ils vont tout faire craquer et jeter bas, avec la France, leur République même.

La *Dépêche* de Toulouse croit que je la fais responsable de la prépotence des Méridionaux dans l'Etat républicain. La *Dépêche* est le signe bien plutôt que la cause d'un tel ètat des choses. C'est la perte de l'Alsace-Lorraine qui, en faisant pencher déplorablement la balance a permis aux Méridionnaux de prévaloir dans le Parlement et, par suite, de disloquer la France .

Suis-je amoureux de ma province? La *Dépêche* le croit. Elle doit avoir raison, car son reproche me flatte. Mais si je

préfère à tout la Lorraine, il n'est rien en France que je n'aime. On me signale un curieux livre de notre confrère Gaston Méry *Jean Révolte*, daté de 1892, et qui porte cette épigraphe : « Le Méridional voilà l'ennemi ! » Pour ma part, je préférerais celle-ci : « La question des races est ouverte. » Je suis Français et n'ai point en France d'ennemi. Je demande que nos hommes d'État connaissent et respectent et emploient nos divers caractères régionaux. Mais j'accorde volontiers que les Alsaciens et les Lorrains dans plusieurs ordres d'activité ne valent pas les Méridionaux (1).

Les Méridionaux sont admirables d'esprit, de facilité, d'agrément, et parfois, sans doute, de solidité. Avec quel respect hier encore, dans Avignon, j'écoutais nos frères du Midi célébrer leur terre et leurs morts ! J'étais assis auprès de l'illustre Mistral ; j'entendis avec admiration la reine des félibres, avec respect et amitié le poète qui debout disait, resplendissant d'une sorte de beauté sacerdotale, le chant de la coupe.

(1) Voir la note II à la fin du volume.

O coupe sainte de Provence! Toutes les régions de France y voudraient boire. Nous vénérons cette terre chargée des richesses helleno-latines. N'empêche que pour faire vivre une République où l'éloquence forcément tient beaucoup trop de place — et l'éloquence, c'est très vite la verbosité, le mensonge, l'artifice, le néant — il faudrait de plus nombreux Lorrains et surtout des Alsaciens.

CHAPITRE V

LES BELLES TIGES PROVINCIALES

Les faits, depuis quelques années, posent brutalement la question des races. On a entendu Drumont, on a vu le mouvement de protection française (c'est le nationalisme) que nous avons contribué à nourrir. On ne s'arrêtera ni à ceci ni à cela. Avant peu, il y aura le régionalisme, c'est-à-dire, qu'ayant reconnu nos diversités, on les acceptera, enfin, pour les faire concorder au bien général.

Dans les régions qui, grâce au destin, s'appellent encore France, comme dans ces régions (également françaises) qui s'appellent aujourd'hui « pays d'empire » une grande partie de la population est animée d'un sentiment de révolte. Les chefs politiques aujourd'hui dans certaines parties de la France, comme en Alsace et en Lorraine, sont d'une qualité ethnique bien faite pour irriter les indigènes. Patience! la gendarmerie, toute puissante pour étouffer une protestation publique est radicalemeut impuissante à transformer les mœurs et plus profondément le sang.

Les Bretons continuent d'être des Bretons, les Normands des Normands, les Savoyards des Savoyards, comme les Alsaciens et les Lorrains demeureront Alsaciens et Lorrains. Pour le moment, puisque les guérisseurs ne sont pas au pouvoir, la vraie et la seule tâche, c'est d'aider ces petites nationalités à prendre conscience d'elles-mêmes et à se maintenir. Leur collaboration a fait la nationalité française et notre piété principale, c'est de maintenir et de for-

tifier la France. Vienne un jour de soleil, et la gerbe florale française, une nouvelle fois, s'épanouira sur le monde si les belles tiges provinciales ont gardé leur vigueur.

CHAPITRE VI

A NOS AMIS DU PARLEMENT

A chaque article, à chaque livre même, c'est un léger bruit quelques cercles sur la vaste nappe, puis l'immobilité, l'oubli, semble-t-il; mais continuez et voici qu'un jour quelque chose commence d'émerger. Une terre est en formation faite de ces apports continus.

Nous voulons parler de l'idée régionaliste. Je ne m'y trompè pas, c'est vers elle que s'orientent toutes les acti-

vités sociales, politiques, artistiques, si l'on double, comme il faut toujours faire, la conception géographique d'une conception morale : à côté de villes et de provinces quasi-autonomes, nous réclamons toutes sortes de corps, de compagnies. de communautés où s'épanouirait l'esprit d'association. C'est de l'esprit particulariste, mais très propre à maintenir le sens national et qui doit s'accorder avec l'existence d'un pouvoir central vigoureux et raisonnable.

Nous avions espéré que les groupements nationalistes adopteraient et prétendraient à réaliser ces idées, sans lesquelles il n'est pas de nationalisme. Notre espoir a été en partie déçu. Politiquement, le programme nationaliste est la plupart du temps resté fort médiocre, asservi aux incidents du jour (antiministériel plutôt que nationaliste). Cependant l'esprit public tend à se transformer. Et, par exemple, si je considère une région comme la Lorraine, où les élus sont d'excellents patriotes, mais où leur programme se borne à de généreux: « *Vive la liberté!* » « *Vive l'Armée !* », je

vois combien font de progrès les deux idées connexes de mettre de l'autorité et de la responsabilité à la tête de la République et de développer le gouvernement local ainsi que la liberté d'association.

C'est au Parlement qu'il faudrait maintenant transporter ces nouvelles façons de sentir la vie nationale; il faudrait que de la tribune elles fussent propulsées dans toutes les régions et dans tous les partis.

Quelles difficultés rencontre-t-on chez certains esprits? De fausses analogies historiques.

Nous nous battons sur un vieux champ de bataille. Nous y ramassons des armes démodées. « Vous voulez rompre l'unité française comme le voulaient les Girondins, ou comme les chouans », dit l'un, L'autre intervient: « Vous voulez nous mettre sous la botte d'un César ».

Autant d'hallucinations. Celui-ci nous

traite de dictatoriaux et celui-là de séparatistes. Mais trente fois j'ai demandé, supplié qu'on doublât toute propagande autoritaire d'une propagande régionaliste, je veux dire de décentralisation.

Si nous voulons pour notre sécurité collective, fortifier l'Etat par en haut, nous voulons en même temps le dépouiller sur toutes les parties du territoire de certaines prérogatives. Nous dénonçons que l'Etat est à la fois humilié et despotique. Nous cherchons l'ordre et le progrès dans la République en attribuant au groupe professionnel les intérêts professionnels, à la commune les intérêts communaux, à la région les intérêts régionaux, et c'est la nation elle-même qui par son délégué présidera à la destinée nationale.

L'histoire donne des enseignements, des leçons, jamais de modèles. Il ne s'agit point de rien refaire ; non, pas même de refaire la Lotharingie, mais de trouver enfin de l'ordre et des libertés.

On commence toujours par traiter de *séparatistes* ceux qui pensent que la diversité des climats, des populations et des mœurs nécessite certains modes particuliers dans l'administration. Et pourtant quelle tâche utile, en même temps que magnifique, de dégager le pittoresque, le moral, toutes les puissances, les droits et les devoirs issus de notre terre et de nos morts lorrains et de les perpétuer pour le bien de la fédération française !

Je me rappelle le temps où Déroulède, par exemple, avait quelque répugnance et même de l'hostilité à l'égard de notre patriotisme ainsi fondé sur le régionalisme. Mais avant même que l'exil l'eût familiarisé avec les libertés basques, il avait reconnu la pureté de nos principes dont il proclame aujourd'hui la bienfaisance.

J'ai plusieurs fois indiqué pourquoi l'esprit lorrain et l'esprit alsacien — et par esprit, j'entends les mœurs et les ma-

nières de sentir ou de juger — me paraissent d'une meilleure qualité politique qu'un certain esprit méridional (par ailleurs si charmant, artiste et rapide). Au reste, mon but n'est point de prouver une suprématie, c'est de faire reconnaître des différences. Mes idées se réduisent en dernière analyse à rappeler qu'il y a une puissance du terroir, une âme accumulée dans une population indigène et que de sages administrateurs, au lieu de mépriser cette puissance ou de la combattre, doivent l'utiliser. J'ajouterai que dans l'état des choses en Europe, la République ne sera conciliable avec la durée de la nationalité française que si elle se fonde sur notre solidité de l'Est (1).

(1) Voir la note III à la fin du volume.

CHAPITRE VII

LA SAGESSE DE L'EST

Indéfiniment j'ai parcouru la région de l'Est, j'ai pris, au jour le jour, des notes en Lorraine et en Alsace. Je voudrais les résumer.

J'affirme que la politique de coterie où nos gouvernants s'obstinent mène ce pays à une dissolution de communauté. J'affirme que j'ai distingué des ferments de séparatisme. Je les déteste. puisque je veux le bien général. Mais

c'est une autre question de savoir ce que nous aimons ou détestons, et de savoir ce que l'avenir nous réserve. Il faut cesser de tirer sur les liens qui font le faisceau français, ou bien il tombera en javelle.

Les mesures absurdes que l'anticléricalisme vient de dicter à nos gouvernants et que personne de désintéressé ne réclamait; la campagne frénétique qui est menée avec la complicité du monde officiel contre l'armée; les déclamations antialsaciennes et antilorraines de M. Jaurès, qui est le plus éloquent appui du ministère; la mauvaise foi des paroles officielles et officieuses qui analysent en les salissant (à propos de l'abbé Delsor), les sentiments de pauvres annexés : voilà qui irrite profondément la Lorraine. Elle se dit : « Rien de cela n'est conforme à la raison générale, et c'est l'expression de passions et d'intérêts particuliers. »

Quant à moi, pas un instant, je n'oublie que le point de départ du nationalisme philosophique où je me tiens, est le souci de l'intérêt général, négligé par

les politiciens au profit de leurs diverses coteries. Il ne s'agit donc pas de surexciter l'intérêt local au détriment de l'intérêt général. Il s'agit de ranimer, de hausser le bon sens des groupes régionaux et de donner une voix à la terre et aux morts parmi tant d'absurdes idéologies. De la mon souci constant de formuler les droits et les devoirs lorrains ou alsaciens.

Je m'attache à l'élaboration et à la diffusion de ces idées françaises et lorraines. Elles sont nées des conditions même de la vie dans notre région frontière qui est patriote, opposée à tout sectarisme et désireuse d'une certaine autonomie.

Il me paraît qu'un bon remède à notre fâcheux état d'esprit politique serait de faire une plus grande place aux gens de l'Est. Il est déplorable que l'âme de la République actuelle soit une âme méridionale. Là-dessus, jamais assez je ne redoublerai : ce qui perd la France sous nos yeux, c'est que l'idée républicaine n'y est plus servie par les représentants de l'Alsace. Ré-

publicains formés par une longue histoire locale, ceux-ci auraient avantageusement balancé dans notre régime, depuis trente-trois ans, les orateurs du midi. A la frivolité aimable, à l'improvisation éloquente, à l'esprit de système, ils auraient opposé leur poids, leur sens commun et tout leur positif.

Mais c'est ici que je touche au second point de mes notes de vacances. Quand je parle au nom de la Lorraine et de l'Alsace, je ne me borne pas à soutenir leurs droits, je sais aussi qu'elles ont des devoirs. Et je les proclame.

Quand j'essaie de mettre en valeur les vertus de ma région, ce n'est point pour la pousser à se préférer aux autres régions : c'est pour fortifier en elle ces vertus utiles, c'est pour les proposer en exemple à d'autres provinces et surtout à nos gouvernants.

Dans l'Est, les démocrates aiment l'armée. Dans l'Est, personne ne se dupe de phrases chantantes et de principes nuageux. Dans l'Est, on a une notion du devoir social et un sentiment civi-

que qui seuls permettraient à une République de vivre.

D'un point de vue si grave (où je m'attarderai plus longuement dans quelque chapitre des *Bastions de l'Est*), je voudrais ici esquisser, cerner en quelque sorte ma profonde pensée. Je voudrais qu'on y réfléchit : si une république peut vivre dans notre France qu'a créée la monarchie, c'est par des familles, par des cités, par un esprit public tels qu'en produit l'Alsace.

Et ce disant je ne pense point à ce qu'il peut y avoir d'analogue entre l'Alsace et l'Allemagne. Tout au contraire, je vois ces deux pays fort différents, celui-ci féodal et le premier très républicain. L'esprit alsacien est quelque chose de particulier qu'on peut seulement rapprocher de l'esprit suisse.

Je n'apprends rien à personne en rappelant que Mulhouse, qui faisait partie depuis 1513 de la Confédération suisse, ne s'est réunie volontairement à la France qu'en 1798 ; que la ville libre de Strasbourg, occupée par les Français en 1681, demeura réellement dans le

royaume une république jusqu'en 1789; que dix autres villes d'Alsace eurent à travers les siècles une formation républicaine dont elles conservent les mœurs.

Ces mœurs se témoignent par une fierté que chacun peut constater même chez les Alsaciens déracinés. Parfois cette fierté chez les individus va jusqu'à la susceptibilité, mais elle met dans la société un réel sentiment d'égalité qui entraîne en même temps une notion très forte et très saine de l'idée de classe. En Alsace — et c'est là ce qui qui rend possible dans un pays la forme républicaine — il y a des familles (hélas! l'émigration les détruit) que leur confiance en elles-même et le consentement du canton chargent de former et de représenter l'opinion. Dans ces familles, lentement constituées et éprouvées, on a l'habitude de gérer les intérêts publics : la prospérité de la famille est liée à la prospérité de la région. Voilà des chefs et des cadres, des compétences et des mœurs; voilà, les conditions qui permettent au système républicain de fonctionner.

Ces solides qualités, notre Midi si éloquent, si amusant, ne les a pas. Ses *hommes à poigne* et ses *grands orateurs* ont mis la France en anarchie, nullement en république.

A leur insu, les méridionaux qui nous gèrent n'ont-ils point une certaine antipathie contre l'Alsace? Je trouve qu'ils prennent bien aisément leur parti du traité de Francfort. Ils se sont plu — leur mauvaise volonté crevait les yeux — à ne point comprendre le « conditionnement » politique de l'abbé Delsor.

J'ai toujours admiré comme un trait de haute philosophie le mot d'une coquette, philosophe de quarante-deux ans, qui penchée sur son miroir s'écriait: « Et dire que l'an prochain je regretterai cette gueule là! » Regretterons-nous un jour le personnel politique qui nous dégoûte si fort maintenant? Burdeau ne valait pas grand'chose, mais il sentait l'Alsace nécessaire dans l'équilibre

français. J'ai entendu ses leçons au lycée de Nancy ; j'ai lu son Manuel d'éducation civique pour les écoles primaires. Quand je vois que nous sommes devenus Jaurès, je regrette le temps où nous étions Burdeau. Aurons-nous pire que Jaurès? Peut-être. Peut-être que nous aurons un stat-thalter, cependant que l'éloquent anti-chauvin enchantera toujours les rives de la Garonne. Il dira qu'il faut nous abandonner, comme il dit aujourd'hui qu'il faut abandonner l'Alsace.

Je parle de Jaurès sans animosité privée. Du moins, je le crois sincère (il suit sa race). Eh bien, qu'il vienne un jour en Lorraine nous exposer ses idées: il n'a que le choix de savoir s'il veut terminer ses jours dans la Meurthe, dans la Moselle ou dans la Seille. Pour ma part, je lui conseille la Moselle, l'eau en est excellente et puis je le verrais passer sous le pont de ma ville natale.

Par piété pour ses fondateurs et parce qu'il est aujourd'hui encore le principal journal de l'Alsace, le *Temps* devrait plus hardiment, au nom de l'unité française, donner une voix dans la république aux intérêts et aux sentiments de l'Est. La Lorraine est voisine de l'Alsace, elle a recueilli le plus grand nombre des Alsaciens; à ce titre, elle est la région française qui peut le mieux représenter la région annexée. J'ai cru de mon rôle et de mon devoir de donner le son de cloche. J'ai dit qu'une rupture d'équilibre dénature la France et nous perd. L'alarme est jetée. Un publiciste ne peut rien que signaler et surexciter les sentiments capables de devenir des remèdes. J'ai dit de mon mieux les délires de la république méridionale et la sagesse républicaine de l'Est. Puissé-je être entendu!

Nos amis les députés de Lorraine, si patriotes et si pondérés, puisqu'ils ajournent les préoccupations constitutionnelles accepteront-ils la magnifique tache que la circonstance leur offre : ce serait de traduire devant le parlement l'espritt de la Lorraine et de l'Alsace.

Post-scriptum :

LETTRE A L'« ÉTOILE DE L'EST »

Les pages que l'on vient de lire résument une série d'articles que nous avons publiés dans la *Patrie* et dans le *Gaulois* au cours des années 1902 et 1903. Ils suscitèrent des approbations et des contradictions également vives, sinon également nombreuses. En Lorraine, où je puis dire que je fus presque unanimement compris, le journal l'*Étoile de l'Est*, d'une violente passion dreyfusarde, défigurait obstinément ma pensée. Je lui écrivis la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Je suis toujours content quand je trouve un joli échantillon d'esprit et de malice lorraine, même si cette verve de terroir

s'exerce à mes dépens. Mais il s'agit de me rendre odieux et de me peindre sous les couleurs d'un ennemi de la France. Votre journal y dépense, depuis quelques mois, beaucoup d'ingéniosité et de ténacité. Permettez-moi de vous répondre le plus simplement du monde.

J'aime de tout mon cœur la Lorraine. J'aime de tout mon cœur et de toute ma raison la France. Je me plais à rappeler, c'est vrai, que notre sol lorrain a produit le grand peintre Claude Gelée et la famille d'où sortit Victor Hugo, et je crois pouvoir démontrer quelque jour que c'est à nous encore que la littérature française doit la famille d'où sortit Alfred de Musset; je vénère, comme tous les patriotes, le souvenir de Jeanne d'Arc ; je n'ai pas vu dans les pays assez nombreux que j'ai visités un lieu d'une élégance plus noble que la place Stanislas, à Nancy, et une solitude plus chargée de souvenirs que la promenade qui mène, sur le plateau de Vaudémont, de l'église de Sion à la « Tour de Brunehaut ». Je suis fier de la glorieuse cohorte des grands soldats que la France doit à notre région. Metz, enfin, nous donne à tous, n'est-ce pas ? une émotion de l'ordre religieux le plus haut, si la religion, comme je l'entends ici, est un lien entre les âmes.

Un mouvement instinctif de vénération nous attache à la terre où nous avons

grandi et qui porte les tombes de nos parents. Mais ce mouvement instinctif n'est pas contredit par notre raison. Notre raison nous dit que l'ordre et le progrès social, que notre sécurité et notre grandeur nous viennent de la France, et que nous devons, en conséquence, servir celle-ci de toutes nos forces. Précisément, c'est servir la France que de donner le plus de soins possible à la Lorraine devenue l'un de ses membres. Il n'y a pas plus de contradiction entre la grande et la petite patrie qu'entre la famille et la patrie. Toutes trois s'étayent. Et si vous vous enorgueillissez de votre père et de votre fils, et de toute votre maison, seul un homme aveugle pourrait en conclure que vous êtes un citoyen suspect.

L'esprit lorrain, c'est-à-dire nos mœurs et nos manières de sentir et de juger, me paraît d'une meilleure qualité politique qu'un certain esprit méridional (par ailleurs si charmant, si artiste, si rapide), et je voudrais voir la République se fonder sur notre solidité de l'Est plutôt que sur la frivolité du Midi.

Si les idées de votre ami ou allié M. Jaurès venaient à triompher, nous ne serions pas loin du démembrement, de l'odieux démembrement, parce que l'Europe pourrait l'imposer à notre pays désarmé et parce que dans toute société mal gérée il se produit, tôt ou tard, des ébran-

lements, des scissions. Mais précisément, selon mes faibles forces, je combats l'influence délétère des idées que vous servez avec une infinie habileté et que, goutte à goutte, vous prétendez doser à notre région. De tout mon effort je collabore avec ceux qui veulent maintenir l'union sociale, le respect de l'armée, le sentiment patriotique : en deux mots, l'unité française.

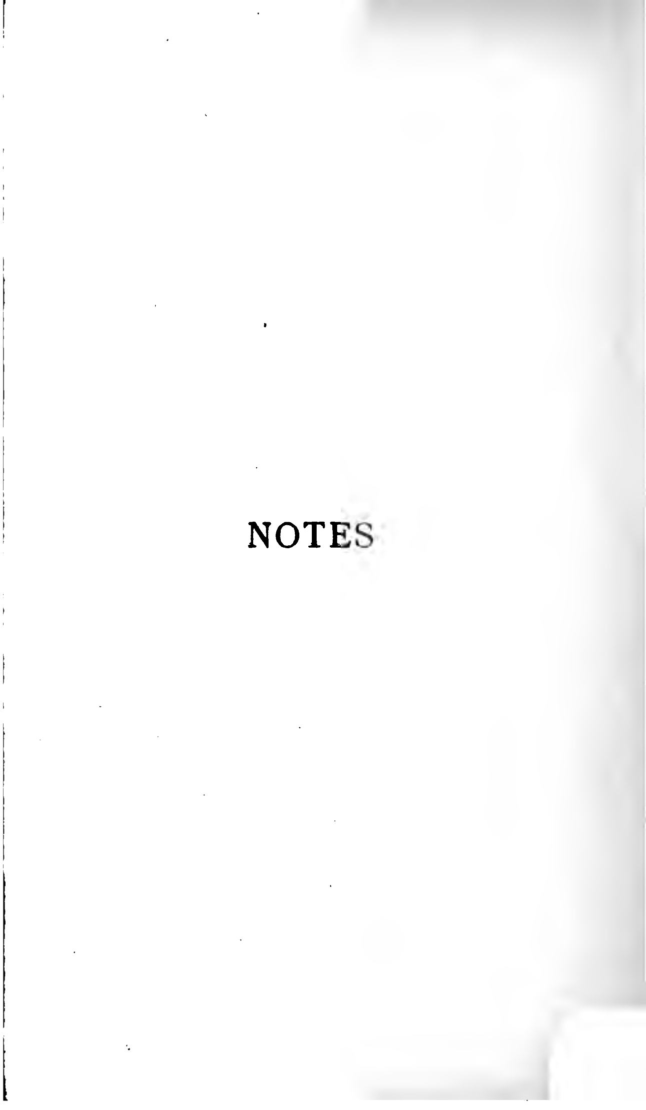
Allons, mon cher confrère, il ne manque pas de points sur lesquels vous pouvez m'attaquer. Répétez que je suis un imbécile, que la longueur de mon nez vous choque, que j'ai été boulangiste, que sais-je encore ? Car il faut, je l'entends bien, nourrir votre argumentation ministérielle, mais ne m'accusez point de déchirer ou d'insulter ou de trahir la grande patrie dont je suis, comme vous l'êtes, — je n'y contredis point — le fils respectueux et reconnaissant.

Veuillez recevoir, Monsieur le Directeur, mes sentiments très distingués et permettez-moi de signer

MAURICE BARRÈS,

Français de Lorraine.

20 novembre 1902.



NOTES

NOTES

I

Note de la Page 20

Comment s'est formé, d'après Maurras, l'état d'esprit présent des méridionaux.

La « *Dépêche* » de Toulouse nous réplique en présentant de trente-six manières un même argument que voici :

« Voyons ! voyons ! Monsieur Barrès. D'être psychologue, cela n'empêche point de raisonner. Si la politique des méridionaux prévaut dans le Parlement, il ne peut

exister que deux raisons de cette prépotence, ou bien notre politique prévaut parce qu'elle s'accorde aux tendances de la majorité de la Chambre, ou bien elle s'impose en raison des efforts et du talent des hommes qui la représentent. Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a rien à reprendre. Pour le premier cas, je ferai constater à M. Barrès que la Lorraine est représentée proportionnellement au Palais-Bourbon au même titre que la Catalogne et les Alpes-Maritimes. Pour le second cas, je dois lui faire observer que rien n'empêche les Lorrains ses compatriotes d'étonner le monde par la profondeur de leur génie politique. M. Barrès lui-même est libre de donner l'exemple » (*Querelle d'allemand* 25 juillet 1903, *La Dépêche*).

Il est difficile de prendre ses avantages de fait avec plus d'insolence ! La *Dépêche* n'a pas souci de prouver l'utilité française de l'état d'esprit radical-socialiste qui triomphe présentement dans le Midi. Elle se borne à dire « nous sommes les plus forts ; chantez, si vous voulez, mais vous payerez. »

Si l'on veut connaître les raisons et la formation de l'état d'esprit politique présent du Midi et de ce que nous appelons le danger méridional, c'est un provençal, c'est Charles Maurras qu'il faut écouter :

« Le mauvais Midi, écrit-il (dans la *Gazette de France* du vendredi 18 décem-

bre 1903, et tout ce décembre il est revenu sur le même sujet,) le mauvais Midi est un phénomène nouveau. Il s'est formé depuis une cinquantaine d'années.....

« La France entière a été désorganisée par la Révolution ; mais cela est particulièrement vrai de la France du Midi où, en sus des libertés religieuses, scolaires et domestiques communes à tous, on disposait (en Languedoc, en Provence, en Béarn) de libertés locales prodigieusement étendues. Nous avons plus perdu à la Révolution que la plupart des Régions du nord, de l'est, de l'ouest et du centre... Nous avons été exposés par surcroît à plus de dangers intérieurs..,. Le Midi est, en effet, le point de la France où abondent à la fois les juifs et les protestants. Le département de Vaucluse eut les ghettos les mieux garnis du territoire entier. Le Gard, le Tarn-et-Garonne, l'Hérault, l'Ardèche sont des pépinières de huguenots. La franc-maçonnerie eut donc là un terrain parfait. Maçons, juifs, protestants se fédérèrent et dominèrent d'autant plus facilement que les vieux Français catholiques étaient plus émiéttés et désorganisés. Ces petits corps d'Etat maintenus par la voix du sang purent tout contre nos individus non groupés, souvent concurrents et rivaux. Quand, avec la troisième République, et en s'unissant aux métèques ces Trois Etats devenus les Quatre Etats

confédérés se furent emparés du pouvoir central, le méridional indigène opprimé par ces organisations étrangères perdit son dernier protecteur : l'Etat français.

« Il s'était beaucoup fié à ce protecteur, comme devait le faire tout membre d'une communauté désorganisée. Ceci e st, de de tout temps et de tout pays. Les circonstances s'en mêlèrent Certaines crises agricoles et viticoles, qui furent ruineuses, augmentèrent encore sa débilité et, par là, sa mendicité. L'Etat le tint à sa merci. Il lui fallût pour vivre se louer ou se vendre à l'Etat. Naturellement, ces trafics indignes outraient tout ce que le pays comptait d'âmes fières. La colère, la honte, la commune douleur sont des puissances d'organisation. Mais l'Etat juif, protestant, maçon et métèque qui voyait dans ces régions-là son boulevard le plus sûr se mit en défense dès le premier moment. Il inventa des sectionnements invraisemblables. Il recourut aux pressions les plus éhontées. Il ne craignit aucune fraude. Qu'aurait-il craint ? De tomber du pouvoir ? Il prenait le moyen de n'en jamais tomber. Il appliquait d'avance à ces départements le régime qu'il imposerait au pays entier le jour où l'opposition constitutionnelle et légalitaire deviendrait un peu menaçante. Cet Etat tyran prenait du reste soin de demeurer pour ses amis une providence. Il sut étendre, il sut re-

nouveler sa clientèle et la sportule ne fît jamais défaut. L'état d'esprit radical-socialiste en est résulté pour les électeurs du parti victorieux. Ils ne parlent pas de socialiser les usines, les mines, les machines et les autres moyens de production, comme le voudraient les socialistes purs : ce qu'il leur faut, c'est mettre des ressources immenses à la disposition de l'Etat par de larges impôts sur les riches et partager les richesses ainsi perçues entre les meilleurs paroissiens.

« La désorganisation politique, l'émiettement individuel, enfin la domination d'un parti étranger, ces trois causes, activées par des circonstances critiques rendent un compte parfait de la situation du Midi de la France. Elle est grave. Des populations jadis fières en sont avilies.

« Faire de la politique d'opposition en un pays de petite propriété, de commerce et de moyenne industrie comme celui-là, c'est se mettre à dos tous les agents de l'Etat et, par-là, dans la vie privée, se paralyser et se ruiner nécessairement. Pour agir librement, il faut n'être point ligotté par l'administration, sans laquelle rien n'est possible.

« L'état dispose d'ailleurs de la puissance financière judéo-protestante, en même temps que des ressources du budget. Ceci aidant cela, il n'est point malaisé de transformer jusqu'à l'opinion elle-même par le

simple intermédiaire de la presse locale. Dans tout le rayon de Toulouse, un grand journal radical a fait, à ce point de vue, des merveilles. Menaçant, libéral, odieux, magnifique, il est devenu au temporel aussi bien qu'au spirituel, le véritable administrateur, d'un beau territoire.

« Mais l'œuvre de ce journal n'est point cause, comme on le croit. Elle est effet. Elle suppose la possession du pouvoir ou des avenues du pouvoir. Et ce pouvoir lui-même est un résultat. Il résulte de la coalition et de la victoire des Etats consanguins, juif, protestant, maçon, métèque, dans la France contemporaine. Mais.,.. la coalition ne se fût point faite et la victoire eût été impossible sans la désorganisation révolutionnaire qui donna notre corps, dissolu et liquéfié à ronger à ces parasites.

« Ce sont nos parasites, et ce ne sont pas nos organes.

« Lorsque Barrès, dans la *Patrie* et le *Gaulois* de l'an dernier, jetait un premier cri de révolte contre les Jaurès, les Pelletan, les Delcassé et les Doumergue, élus d'Albi ou de Pamiers, de Nîmes ou de Salon qui imposent leur volonté à Nancy ou à Caen, je ne pouvais pas me tenir de l'approuver en me traduisant sa formule. Oui, vous êtes menés par des députés du Midi. Mais non, vous n'êtes pas menés par le Midi. La volonté de M. Pelletan n'est pas la volonté de Salon, les idées de

M. Doumergue et celle de la campagne nîmoise n'ont rien de commun. Ce sont là des autorités extérieures, qui s'imposent à nos pays contre leurs traditions, leurs vœux et leurs intérêts essentiels. Réclamez donc contre Pelletan ou Doumergue, mais, croyez-moi, laissez tranquille Nîmes et Salon, qui sont plus à plaindre que vous ! La représentation nancéenne défend Nancy contre l'Etat ; la représentation provençale est la complice de l'Etat pour exploiter, pressurer et déshonorer la Provence.... »

II

Note de la Page 39

Eloge du Midi.

Il ne sert de rien à ma thèse que je méconnaisse les belles qualités du Midi. Je propose que l'on respecte les droits de la Lorraine, que l'on emploie nos solidités alsaciennes et lorraines, que l'on observe la prédisposition républicaine des alsaciens. Mais Auguste Conte, à qui nous avons de grandes obligations, naquit à Montpellier ; Stendhal, à Grenoble ; Montesquieu, près de Bordeaux ; Montaigne, en Périgord ; le noble Vauvenargues, à Aix,

comme Charles Maurras, à Martigues, et dans le pays albigeois, j'aime ce Cayla pauvre, fier et romanesque où se forma la demi-gloire du frère et des sœurs Guérin.

Puis le problème se complique, et il y eut dans un Renan une part gascone très sensible.....

Enfin l'axe de la pensée française, c'est Pascal sur ses Monts d'Auvergne. Cela comment l'oublierais-je ! Je reprends mon thème et ma règle de vie, c'est que « ma pensée française à trois sommets, trois refuges : la montagne de Sion-Vaudémart, Sainte-Odile et le Puy-de-Dôme. Le Puy-de-Dôme régnait chez les Arvernes ; il fut le maître et le dieu du pays où j'ai pris mon nom de famille. Sainte Odile d'Alsace et Sion de Lorraine président la double région où je veux enclore ma vie ; ils symbolisent les vicinitudes de la résistance latine à la pensée germanique. Pourquoi ne dirais-je pas un jour les beaux dialogues que font ces trois divinités, quand le massif central français contrôle et redresse la pensée de nos hardis bastions de l'Est ? » (*Amori et dolori sacrum*).

Bien loin de vouloir que le Nord querelle le Midi, nous sentons ne pouvoir pas vivre selon notre vieille et chère discipline, si le Midi, plus longtemps, veut opprimer le Nord.

III

Note de la Page 50

La France intégrale.

Le défaut d'équilibre qu'il y a aujourd'hui dans notre esprit politique et dans tous les ordres en France, je ne l'attribue pas seulement à la perte de l'Alsace-Lorraine, mais à ce fait que toute notre frontière n'est pas assez au Nord.

Il n'est de France, à bien dire, et d'esprit français intégral qu'avec la frontière du Rhin (Voir les *Bastions de l'Est.*)

TABLE

—

ŒUVRES COMPLÈTES DE MAURICE BARRÈS

LE CULTE DU MOI, trois romans idéologiques.

* **Sous l'Œil des Barbares.** Nouvelle édition augmentée d'un examen des trois idéologies, chez Fasquelle, 1 vol....... **3 50**

* * **Un Homme libre**, chez Fontemoing, 1 vol............................ »

* * * **Le Jardin de Bérénice**, chez Fasquelle. 1 vol............................ »

Du même ouvrage, une édition illustrée, chez Fayart, 1 vol.. **0 95**

L'Ennemi des Lois, 1 vol.......................... **3 50**

Du Sang, de la Volupté et de la Mort. Nouvelle édition de 1903, revue et augmentée, chez Fontemoing, 1 vol.. **3 50**

Un Amateur d'Ames. Illustrations de L DUNKI, gravées sur bois, 1 vol.............................. **3 fr.**

Amori et Dolori sacrum (La Mort de Venise), chez Juven 1 vol.. **3 50**

Les Amitiés françaises, chez Juven, 1 vol......... »

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE :

LIVRE PREMIER : **Les Déracinés**, chez Juven, 1 vol. **3 50**

LIVRE DEUXIÈME : **L'Appel au Soldat**, chez Juven, 1 vol.. **3 50**

LIVRE TROISIÈME : **Leurs Figures**, chez Juven, 1 vol. **3 50**

Scènes et Doctrines du Nationalisme, chez Juven, 1 vol.. **3 50**

Pages lorraines, chez Champion, 1 vol. in-8°........ **2 fr.**

Huit Jours chez M. Renan. Une brochure in-32, nouvelle édition augmentée de deux chapitres nouveaux, chez E. Sansot et Cie, 1 vol....................... **1 fr.**

Trois Stations de Psychothérapie. Une brochure in-32 .... **1 fr.**

Toute Licence sauf contre l'Amour. Une brochure in-32 .... »

Le Culte du Moi. Tirage spécial de la préface de *Sous l'Œil des Barbares*. Une brochure in-18 Jésus .... »

Stanislas de Guaita. Une brochure in-8° (*Épuisé*).

Contre les Ouvriers étrangers (1893. *Épuisé*).

Assainissement et Fédéralisme. Discours prononcé à Bordeaux le 29 juin 1895 (*Épuisé*).

La Terre et les Morts : *Sur quelles réalités fonder la conscience française* (1899. *Épuisé*).

L'Alsace et la Lorraine (1899. *Épuisé*).

Les Lézardes sur la Maison, chez E. Sansot et Cie, 1 vol .... 1 fr.

Une Journée parlementaire, comédie de mœurs en 3 actes .... 2 fr.

POUR PARAITRE INCESSAMMENT :

LES BASTIONS DE L'EST :

PREMIER ÉPISODE : **Au service de l'Allemagne** (récit d'un Volontaire alsacien).

PROCHAINEMENT :

Greco ou le Secret de Tolède.
Le Voyage à Sparte.
Un choix de portraits.
Ce que j'ai vu à Rennes.
Les plus sûres cadences.
La Terre et les Morts.
La Vierge assassinée.
Une visite sur un champ de bataille.
De Hegel aux cantines du Nord.
Notes sur l'Alsace-Lorraine.
La vie et la mort de Mme Astiné-Aravian.
Ce que j'ai vu au temps du Panama.

